Il s'en est suivi une controverse au sujet de ce qui s'est réellement passé. Chose regrettable, car il serait utile, je crois, de savoir si ce bill vise simplement à faire appliquer une entente ou une convention conclue par les deux parties, ou si le gouvernement a pris l'initiative d'imposer l'arbitrage obligatoire. Je ne comprends pas pourquoi on n'a pas pris de précautions afin de prévenir des malentendus de ce genre, car on voit clairement, d'après la correspondance qui a été déposée, que les représentants du syndicat se méfiaient des représentants du gouvernement.

Si vous consultez la page 7442 du hansard de la Chambre des communes, en date du 8 juillet, vous verrez que dans le télégramme adressé au premier ministre, le représentant du syndicat dit, entre autres:

Quand les délégués des syndicats locaux des ports du Saint-Laurent de la AID ont quitté Montréal en direction d'Ottawa, ils étaient décidés à ce qu'aucun membre de la délégation ne rencontre seul ou sans témoin n'importe quel ministre ou représentant du gouvernement fédéral.

Bien qu'une telle attitude puisse paraître hostile, elle avait été décidée à l'unanimité par les 18 délégués qui, s'étant déjà entretenus à deux reprises avec des représentants du gouvernement au sujet du même différend, refusaient d'aller à Ottawa si ce règlement n'était pas observé.

Il est donc évident qu'on n'avait pas, envers les représentants du gouvernement, la confiance qu'on aurait dû avoir.

Le ministre pensait—sa correspondance ne laisse là-dessus aucun doute—que les délégués syndicaux étaient parfaitement au courant de l'intention qu'avait le gouvernement de présenter cette mesure législative. Dans sa lettre du 27 juin, il cite à l'appui les conditions de l'accord. Vous les trouverez à la page 7438 du hansard des Communes du 8 juillet. Comme l'a mentionné le chef du gouvernement—et cela ne constitue pas une simple confirmation, parce qu'on retrouve sa déclaration dans la lettre du ministre datée du 27 juin—il dit ceci:

Les conditions de règlement, signées le 14 juin, renfermaient la déclaration suivante: «Les conventions qui expirent le 31 décembre 1965 seront modifiées par l'incorporation, dans lesdites conventions, des conditions de règlement indiquées ci-dessus et ces conventions modifiées demeureront en vigueur jusqu'au 31 décembre 1967, à moins qu'elles ne soient modifiées par voie de négociations ou autrement.»

Honorables sénateurs, cela peut sembler clair comme de l'eau de roche au ministre du Travail. D'après lui, les mots «ou autrement» signifient «arbitrage obligatoire», bien qu'on ait pris soin de ne jamais utiliser cette expression. Je ne comprends pas pourquoi on fait tant de mystère. Pourquoi cherche-t-on à déguiser les faits, si le ministre a raison quant au sens caché de ces mots? Si les deux parties savaient que cette mesure législative deviendrait partie intégrante des conditions du règlement, alors pourquoi cela n'y était-il pas clairement indiqué?

Les débardeurs, les membres de ces six syndicats locaux, ont voté sur les conditions du règlement. Je n'imagine pas qu'ils ont lu le texte ou s'ils l'ont fait, qu'il était clair comme le jour que les mots «ou autrement» signifiaient «arbitrage obligatoire» dans leur différend avec la Fédération des armateurs du Canada.

Autant que je sache, le ministre n'a donné aucune explication raisonnable pour vouloir garder secret ce qu'il avait à l'esprit. Certainement, si les honorables sénateurs examinent sa déclaration lorsqu'il a annoncé le règlement le 14 juin, ils n'y trouveront rien qui puisse signifier qu'il devait y avoir arbitrage obligatoire. Je demande encore une fois: Pourquoi ce mystère?

Comme je l'ai mentionné, s'il existait entre les deux parties une entente selon laquelle la conclusion de la Commission ferait partie de l'accord, cette mesure législative ne concerne alors que les deux parties à ce différend industriel. Il serait étrange d'ajouter des clauses à leur contrat, mais si les parties voulaient qu'il en soit ainsi, je suppose qu'on ne pourrait leur opposer aucune objection sérieuse.

Quoi qu'il en soit, honorables sénateurs, à mon avis, il n'est vraiment pas possible de contester qu'il y ait eu une telle entente. Mais on a déclaré que les représentants des débardeurs avaient été informés et avaient clairement compris que cette mesure législative serait présentée, et que leur consentement était implicite sinon explicite. Mais s'il n'en était pas ainsi et qu'ils n'avaient pas connaissance du fait, la question de l'arbitrage obligatoire ne concernerait plus seulement les deux parties à ce conflit. Elle viserait tout le mouvement ouvrier du Canada.

Je crois que le projet de loi lui-même constitue la meilleure preuve dont nous disposons pour expliquer pourquoi il a été présenté. Le second paragraphe du préambule est très précis et défini. Le voici:

Et considérant qu'en vertu de ladite loi une Commission d'enquête industrielle a été nommée pour étudier ces questions;